

FARC: La guérilla révolutionnaire reste un puissant instrument de lutte pour des changements démocratiques

Coordination de Guérilla Simon Bolivar - CGSB

Forces Armées Révolutionnaires de Colombie

Armée du Peuple (FARC-EP) - Front International

Il y a trente-deux ans, en mai 1964, 16.000 unités de l'armée officielle de Colombie ont délogé par le feu et par le sang les paysans de la région de Marquetalia (Tolima) sous le prétexte d'en finir avec les républiques indépendantes. Ce fut une nouvelle étape dans la guérilla de résistance, guérilla qui continue à s'étendre à ce jour.

A cette époque, on a tenté d'engager des dialogues pour trouver des solutions pacifiques à la situation. Mais les militaristes de toujours, empêtrés dans le gouvernement et son appareil de guerre, ont demandé de l'aide, un budget et la liberté de mouvement pour liquider, par les armes, le "foyer communiste de Marquetalia". Pour eux, ce qui se passait là n'était que subversion, idées étrangères et banditisme qu'il fallait éliminer. Il s'agissait de "l'ennemi intérieur" qui, depuis le 9 avril 1948, "tentait de créer le chaos pour s'emparer du pouvoir".

Avec cette philosophie, cette conception de l'Etat, les différents gouvernements ont tenté, depuis 1948, de liquider l'opposition politique et la protestation des citoyens. Ils ont stimulé et justifié la politique criminelle de l'"ennemi intérieur", une politique qui laisse les mains libres aux forces armées pour poursuivre la "sale guerre" en assassinant, torturant et opprimant tous ceux qui se posent en ennemis du régime.

Au nom des institutions, de la démocratie et de la civilisation occidentale, le sang de milliers de ses fils a ainsi été versé sur le sol colombien. On a assassiné, on a torturé, on a fait disparaître des ouvriers, des paysans, des intellectuels, des étudiants, des journalistes, des médecins, des syndicalistes, des dirigeants politiques, des chômeurs, des femmes, des professionnels, dans une course éhontée contre le progrès et la coexistence des citoyens.

C'est contre toutes ces horreurs, contre toutes ces injustices que nous, les hommes et les femmes qui formons les FARC-EP, nous sommes dressés, semant l'espoir à coups de feu parce que l'Etat de Colombie ne nous a pas laissé le choix.

Marquetalia a été la confirmation que, pour atteindre l'objectif de la coexistence démocratique dans notre pays, il était nécessaire de s'organiser et de prendre les armes, contre tant d'indignité des gouvernements libéraux et conservateurs. C'est pour cela que le bastion essentiel de l'opposition politique contre le régime des oligarchies, se trouve aujourd'hui dans les montagnes et pratique la guérilla. Les tentatives de solution politique au conflit, les appels à la paix, ont été vains. Ces dernières années, deux générations entières de dirigeants populaires ont été massacrées par l'appareil armé de l'Etat qui n'a eu cesse de liquider ceux qui, sans défense, manifestaient leurs aspirations au changement et aux transformations sociales.

C'est pour cela que la lutte de guérilla révolutionnaire continue d'être un puissant instrument de lutte pour obtenir les changements démocratiques dans notre pays.

L'Etat colombien a créé une machine de guerre criminelle qui bénéficie du soutien idéologique des États-Unis.

Avec des principes antinationaux, il alimente, par des haines fratricides, les différences entre compatriotes.

Protégée par une puissante cuirasse d'impunité qu'on a nommée "la loi militaire", le silence concernant ses activités meurtrières lui est garanti.

Cette machine de guerre est au service d'une politique socio-économique oligarchique, ce qui veut dire antipopulaire et antipatriotique, antinationale, origine de tant d'injustice sociale et du transfert de nos ressources naturelles aux transnationales impérialistes. Tant de guerre et tant de violence contre le peuple, depuis tant d'années, ont comme but principal d'imposer en Colombie les règles des monopoles et de l'oligarchie, pour voler encore plus sans que personne ne s'y oppose.

C'est contre tant de violence militaire, politique, économique, sociale et morale que nous avons pris les armes et nous sommes soulevés.

D'autres Colombiens sont arrivés à la même conclusion. Ainsi, avec l'Armée de libération nationale (ELN) et l'Armée populaire de libération (EPL), nous portons bien haut l'idéal de l'unité et de la paix, à l'intérieur de la

Coordination de guérilla Simon Bolivar CGSB qui, fidèle à son nom, coordonne les trois forces à travers les difficultés propres à l'unité, et que nous considérons stratégique pour les intérêts du peuple colombien.

Nous avons toujours cru que cette profonde crise de notre société pouvait être surmontée politiquement si, avec sincérité, réalisme et volonté, nous choisissons ensemble le chemin pour avancer vers la solution de tels conflits, guidant la Colombie vers la justice sociale, la coexistence démocratique, la souveraineté nationale selon les critères moraux de dignité, de solidarité et de transparence.

Dès le premier jour de ce gouvernement, nous avons clairement indiqué notre disposition au dialogue sur des solutions politiques à la crise, désir que nous répétons aujourd'hui. La Colombie ne peut supporter plus longtemps cette situation de confrontation permanente, son destin ne peut être celui de la guerre civile.

Pour empêcher toute négociation de paix, les ennemis des solutions politiques ont toujours dressé des obstacles. Nous confirmons notre volonté de trouver la voie d'une solution politique au conflit social et armé, mais nous répétons aussi notre détermination inébranlable de poursuivre la lutte pour une patrie nouvelle, connaissant la justice sociale et la démocratie, la souveraineté nationale et l'indépendance. Rien ne nous fera reculer dans la poursuite de la dignité et du respect que nous défendons depuis trente-deux ans à Marquetalia, et qui ont déjà coûté tant de souffrances et de luttes à notre peuple.

Les FARC ont proposé à tous les Colombiens une plate-forme pour un gouvernement de reconstruction et de réconciliation nationale, une plate-forme en dix points qui, à notre avis, englobent la problématique nationale et les points de discussion essentiels pour la construction d'un pays nouveau. Un des membres du secrétariat national sera désigné pour coordonner, avec tous les mécontents, la formation d'un mouvement populaire ample et massif. Celui-ci pourra compter sur l'appui total de tous les fronts des FARC pour combattre l'oligarchie dans la clandestinité ou ouvertement, si les conditions le permettent.

L'Etat capitaliste, constitué des oligarchies du bipartisme qui a gouverné le pays depuis plus de 150 ans, traverse une crise profonde. C'est la crise du système de gouvernement, du régime politique, des institutions, des trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, des forces de sécurité et de défense nationale. C'est la crise des partis au gouvernement, libéral et conservateur. Le système de gouvernement est un échec: exploitation, corruption, politisation, terrorisme d'Etat meurtrier, militarisation, absence de libertés et d'investissements sociaux, transfert des richesses naturelles et de la souveraineté à l'impérialisme.

La crise qui secoue le pays est globale. Elle s'exprime dans la politique, l'économie, l'éthique, la morale, les valeurs et les principes que toute nation souveraine doit avoir pour défendre les intérêts de la patrie.

Ce n'est pas la crise du gouvernement Samper. Il s'agit d'une fracture entre tous les fondements de l'Etat et elle requiert des solutions totales.

De ce fait, il ne suffit pas de changer les personnes. Il faut, avant tout, un changement de politique, de comportement, de volonté et d'intérêts, pour que le but suprême soit la défense de la patrie, de ses hommes et de ses femmes, de ses frontières et de ses ressources naturelles, sans l'immiscion grossière et brutale de l'impérialisme dans nos affaires internes.

Aucune solution ne sortira de palabres politiques. Il faut des changements profonds. A cet effet, nous proposons une rencontre des Colombiens pour élaborer un accord de coexistence démocratique, de justice sociale et d'autodétermination. Cet accord sera soumis à une consultation populaire libre de manipulations. Sur ces bases, sera formé un nouveau gouvernement capable de réconcilier la population et de reconstruire la Colombie.

La coordination Guerrillera Simon Bolivar regroupe les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - Armée Populaire (FARC-EP) - Front International. (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - Ejército del Pueblo (FARC-EP) en Frente Internacional).

11:00 Publié dans [13. Guerre révolutionnaire prolongée](#) | [Lien permanent](#) | [Commentaires \(0\)](#) | Tags : [farc](#), [colombie](#), [guérilla](#), [forces armées révolutionnaires de colombie](#)